L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général et d'Arrondissement de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 3 FEVRIER 1837.

Bill relatif à l'inégibilité des juges aux emplois publics.

Le débat de cette importante question ont occupé une grande partie de la dernière séance du sénat. MM Wurts et Hoa qui y ont pris la part la plus importante, l'un pour et l'autre contre le bill ont prononcé deux discours remarquables par la force des arguments, la méthode et la décence qui y ont régné d'un bout à l'autre.

M. Wurts a envisagé la question en bon républicain, qui voudrait conserver intacte la pureté de nos institutions publiques; M. Hoa l'a considérée en bon citoyen, en bon Louisianais, et il n'est opposé à l'adoption du bill qui tendait à frapper un des corps les plus respectables de l'Etat d'une insultante proscription. S'il y a un vice à corriger, dit-il qu'on le fasse par amendement de la constitution; l'effet d'une loi spéciale portant de dégrader la magistrature et il veut sauvegarder celle-ci au pays. Le bill fut perdu.

Les débats ont été des plus intéressants et quelqu'un ont été de tout du projet de loi en question, il résultera sans doute des arguments émis un grand bien pour la Louisiania, en ce que s'il se trouve parmi nous des juges qui oublient le seo timent de leur devoir au point d'user de leur influence dans les questions d'élection et pour des objets que l'honnêteté répugne comme indignes, la leçon qui vient de leur être donnée servira toujours grande dans leur retenue et les maintiendra toujours dans la route qu'ils doivent constitutionnellement et équitablement suivre.

N us avons recueilli les notes des discours de Mrs. Wurts et Hoa, et nous ferons en sorte de publier ces deux pièces dans un de nos prochains numéros.

MEXIQUE

Par l'entremise d'un ami, nous obtenons une lisse du *Journal du Gouverno*, de Mexico, jusqu'au 31 décembre, inclusivement.

Un article intitulé "de l'esprit de parti" publié dans le No. du 27, de ce journal semble donner à entendre que le territoire mexicain est en proie aux divisions politiques et que le jour n'est pas éloigné où la guerre civile éclatera sur tous les points.

Les notes de l'ex-ambassadeur Gerostiza ont servi de thème à maintes vociférations des journalistes mexicains contre le gouvernement des Etats-Unis du Nord. Les éditeurs de l'Impartial, journal publié à Tolena, département de Mexico, font à ce sujet les réflexions suivantes:

"Les notes de M. Gerostiza que nous commençons à publier aujourd'hui intéressent du deorum, de la dignité et de l'énergie avec lesquels ce ministre a rempli sa mission diplomatique auprès du gouvernement fraternel, ultime et dismnidé de l'Amérique du Nord."

Tous que nous considérons quelle a été la conduite pusillanime et humiliante du gouvernement dans la question du Texas, nous sommes réellement surpris de la sorte intempestive de l'Impartial et nous ne pouvons des deux choses l'une, que gémir de l'ignorance de la presse mexicaine ou voiser à l'admiration du genre humain des journalistes qui oublient le sentiment de leur devoir et le respect qu'ils doivent à la vérité jusqu'au point d'avoir recours aux mensonges les plus révoltants pour cacher l'horrible turpitude de conduite du gouvernement mexicain envers une de ses provinces."

—Les notes de M. Gerostiza ont été accueillies avec enthousiasme par le peuple mexicain, qui a vu dans la dignité et l'énergie avec lesquelles ce ministre a rempli sa mission diplomatique auprès du gouvernement fraternel, ultime et dismnidé de l'Amérique du Nord."

Tous que nous considérons quelle a été la conduite pusillanime et humiliante du gouvernement dans la question du Texas, nous sommes réellement surpris de la sorte intempestive de l'Impartial et nous ne pouvons des deux choses l'une, que gémir de l'ignorance de la presse mexicaine ou voiser à l'admiration du genre humain des journalistes qui oublient le sentiment de leur devoir et le respect qu'ils doivent à la vérité jusqu'au point d'avoir recours aux mensonges les plus révoltants pour cacher l'horrible turpitude de conduite du gouvernement mexicain envers une de ses provinces qui se trouvent maintenant dans ce pays.

—Le gérant D. Anastasio Bustamante a fait son entrée à Mexico, dans la nuit du 19 au 20 décembre. D'après la manière dont s'expriment les éditeurs du Diario et ceux de l'Impartial, il paraîtrait que ce général est idolâtré du jour, l'homme qui va recevoir à lui seul tous les honneurs du peuple. Le premier de ces journaux nous dit qu'un concours brillant et nombreux de citoyens est allé le secourir et le féliciter de son retour. Le second ajoute que les rênes du gouvernement ont été remises dans les mains de cet homme qui, ajoutent les éditeurs, à tant soluons de tout cœur sa bienvenue et nous nous réjouissons avec ses bons amis de la décision énergique qu'il a prise de traverser les mers pour répondre à l'appel de sa patrie et lui offrir le secours de sa vaillante épée en défense de son indépendance et de son honneur répandu par les Texiens.

Nous ne savons que penser de ces louanges prodiguées à l'instamment. Si nous avons bonne mémoire, il fut un temps où les mêmes journalistes employaient un langage tout-à-fait différent à son égard. Cependant il ne nous est pas permis de douter de la bonne foi de la presse mexicaine, dans cette conjoncture, car nous considérons illustamente comme le seul homme qui puisse sauver Mexique de la ruine totale et qui se prépare dans ce pays s'il veut toutefois se détacher du parti d'Alpuran et des prêtres et comme un de ceux qui aiment sciemment leur patrie et qui veulent son bonheur.

Par suite d'un décret du congrès mexicain, du 14 décembre, tous les consuls des nations étrangères à Mexico, et notre en particulier, ont publié un avis portant qu'ils ont été autorisés à continuer de remplir leurs fonctions respectives et à se rendre au consulat pour y prendre des cartes de sureté protectrices dans le mois de leur arrivée, lesquelles seront renouvelées tous les ans dans le mois *de janvier*; et dans à ces de remplir cette formalité ils seront passibles d'une amende.

Une compagnie vient de s'organiser à la Nouvelle-Orléans pour la conduite de la ligne de Sans Mate del Monte. Le capitalon est de $24,000, divisé en actions de $500.

DE L'ESPRIT RETROGRADE.

Il est une infirmité de l'esprit, une sorte de paralysie, qui rend incapable d'aucuns progrès; et quand la ville de marche, qui s'avance pas reculle. L'esprit rétrograde est la *pusillanimité* d'un pays, ce que la rouille est au fer; celle-ci ronge peu à peu la matière et finit par la détruire; mais, en attendant ce résultat, elle entrave les ressorts, arrête le mouvement, et cause la stagnation des meilleures. Il en est absolument de même de l'esprit de rétrograde, sa rouille gagne peu à peu l'administration; elle en enraye les rouages, et l'on est tout étonné de se voir en arrière du progrès, quand tout annonçait qu'on n'y laissait entrer.

Rien ne démontre mieux l'évidence de ce fait, que la discussion qui a été soutenue avec tant de raison et d'éclat par M. Hoa, au sujet de la souscription de l'Etat, à la compagnie du chemin de fer de Nashville. L'importance de la route ayant été sentie non seulement par la Louisiane, mais par les Etats voisins; et cette entreprise ne qu'doit la vonser tant d'intérêts majeurs, n'hésitait pour obtenir un développement complet et qui la généreuse coopération de notre Etat. Le bill soumis au Sénat a été attaqué sous des motifs d'économie; mais, l'économie prise dans ce sens n'est-elle pas elle même un prétexte dont se sont évanti rétrogrades, pour arrêter ce progrès qui le choque; et les partisans de ce système stagnant ne sentent-ils pas fort embarrassés de démontrer et comment un Etat économise, en ne participant pas au développement de ses moyens de prospérité. En effet, que seront les Etats Unis quand de Portsmouth, sur le Lac Champlain, à Ogdensburg, sur l'Ohio, et à Illinois, s'ouvrent, par le Wisconsin, par le canal de Chicagou, de vastes débouchés sur les grands lacs, et se propagent ainsi des communications rapides et commodes avec les grands marchés de l'Est; lorsque, disons-nous, ces riches Etats n'ont gnent rien pour profiter de avantages que leur offre la nature, et pour donner à leur commerce telle direction qui leur paraîtra la plus avantageuse; notre Etat, abandonné sur ce grand mouvement qui doit entraîner les Etats les plus faibles de sa Portoite des plus puissants, laisserait échapper l'occasion de se mettre en rapport direct avec les Etats qui doit traverser le chemin de Nashville? Il reste inutilement bornés de foure, pour l'homme dont de raison, que les communi. a ons de ce genre sont des vemes impossibles de prospérité, tant par la rapidité des communications, que par la facilité des transports qu'elles causer de cet motifs l'intérêt de localités, de ces misérables jalousies de districts, qui sont les ennemis des grandes entreprises que l'on pensent mettre à la prospérité générale Nous sommes loin de penser qu'il faille accéder aux prétentions inadmissibles à l'intérêt individuel de chaque district; mais, ce serait casser le tout public d'une étrange manière, que de ne vouloir d'améliorations que celles dont l'importance directe et spontanée pourrait appartenir à tous les districts. Une pareille doctrine, poussée à ses dernières conséquences, les Opelousas ne se ressentent pas du bienfait de la route de Nashville, et qu'elle soit d'abord profitable au second district. Mais, est-ce ainsi que l'on procède en matière d'administration, et le bien général n'est-il pas le premier mobile de tout bon gouvernement? Un jour viendra, qu'il n'est pas éloigné, où les Opelousas auront à leur tour de grandes communications à ouvrir, de grands travaux à entreprendre, pour lesquels ils auront recours à la munificence de l'Etat, et ce sera ce que les Floridas ne participeront pas à ces avantages, s'en donnent autre que l'on repette les anciennes idées exagérées par l'intérêt général mais dont jouiront d'abord à leur tour, les Opelousas ou tout autre district éloigné du centre. Mais, si l'entreprise en ville à la généralité de l'Etat, si elle doit être pour la totalité des citoyens un moyen de prospérité ne sera-t-il pas tout naturel que l'Etat y emploie ses ressources, et favorise ainsi des établissements dont l'utilité est incontestable?

Vouloir entraver la marche des choses, parceque le district auquel on appartient n'est pas encore mûr pour les grandes entreprises, c'est, nous ne craignons pas de le dire, se refuser au progrès; et nuire à toutes les parties de l'Etat qui participent, en définitive, quoique moins directement, aux grandes améliorations projetées.

C'est avec peine que le bon citoyen envisage ces petites haines, ces petites prétentions de localités, qui sont la rouille de l'administration, de la découlent mille maux inapperçus d'abord, mais qui deviennent des plaies réelles; voyez plutôt: cette question toujours renaissante de la translation du siège du gouvernement de l'Etat? Combien n'a pas sous la fantaisie de la placer à Donaldsonville, sans que jamais on ait pu donner d'autre raison de cette folie, que de satisfaire l'envie qu'excite toujours une grande ville. Or, si à raconte la vie de ce déplacement, et l'on a senti quels inconvénients résulteraient d'une assemblée livrée, loin du contrôle de l'opinion publique, à tous les caprices du pouvoir, et à toutes les inspirations de l'ennui! Que l'on récapitule les lois faites dans ce temps non encore éloigné, qu'on en apprécie et la tendance et l'utilité; et l'on ne tardera pas à reconnaître qu'avec les salles bonnes intentions, les mêmes personnages ne s'élèveront plus à la même hauteur. Quel bien est résulté pour le public de cette victoire remportée de quelques districts jaloux? Nul assez que de quelques dépenses, entièrement perdues? Quelles sont donc de céder à de si chétives prétentions? Quelle sera le bon général de l'Etat à la petite échelle? N'avons nous donc autre vue, que le sort de tel ou de tel canton, et la localité que l'on aura cousue la faire sera inapréciable qui, entre de spéciaux prétentions, n'avait paralysé la bonne volonté des gens les plus éclairés sur les véritables intérêts de l'Etat. Que nos législateurs ne baissent pas à user largement des facultés qui leur sont confiées pour opérer les améliorations qu'exigent les circonstances actuelles! Les Louisianne n'ont appelé à de hautes destinées, qu'à la condition de mettre en grand usage les trésors que la Providence lui a départis: ce ne serait un grand malheur que de croire qu'il suffise de prêcher économie, pour pendre rang parmi les bons serviteurs de l'Etat. Celui que le sert le mieux, c'est celui qui travaille à sa prospérité par, sous ce rapport, M. Hoa nous semble digne des plus grands éloges. Qu'il persévère; et la reconnaissance publique sera là pour le consoler, et la reconnaissance publique sera là pour le consoler, et d'avoir échoué, *en droit* possible que ce voix, qui ne vient pas de le faire par une loi spéciale. Il faudrait retoucher la constitution de l'Etat, et par des dispositions fondamentales placer la magistrature sur un tel pied qu'il ne puisse en résulter aucun compromis de la nature de celui auquel a fait allusion le Représentant dans ce cas il n'y aurait point d'ignominie pour la branche judiciaire. Mais pareil bill spécial le corps entier serait stigmatisé en effet que cette spéciale attirait fait; il vous fit proposé par quelques malversation de la part de certains juges. Pour l'honneur de la Louisiane, et no convient pas d'adopter une mesure semblable.

Les débats durent près d'une heure; et M. Winn voyant la forte opposition demanda lui même le rejet du bill adopté.

M. Labauve propose de reconsidérer le bill qui vient d'être rejeté. Il serait possible dit le membre de lui donner une forme qui convint aux intentions du sénat.

La motion de M. Labauve étant adoptée, il introduit un sub-stitut d'après lequel aucun juge ne pourra briguer un emploi d'honneur ni de profit, à moins qu'il n'ait préalablement résigné sa place

Ce substitut reste déposé sur le bureau sujet à l'appel au sénat.

M. Labauve donne avis qu'il introduira un bill pour incorporer l'église Catholique Romaine de St Gabriel, à Iberville.

Le sénat siège à huis clos pour s'occuper d'affaires executives.

Les portes ayant été ouvertes, sur motion, le sénat s'est ajourné.

Conseil de la 1re. Municipalité.

Mercredi 1er. fév. 1837.

Le conseil devant s'assembler ce jour conformément à l'ajournement, une demi-heure après l'heure fixée, le recorder ayant appelé les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présents furent:

Mrs. Arnaud, Canon, Guillot, High, Lafargue, Colson, Pedesclaux, Tulane, et Garlette, 9.

Les membres absents furent: Mrs Bertus, Carrejolet, Burnside, Conge, Cuzeau, Thos. Dupleissy, Wm. Duplessis, Granille, Lavarré, Lesseps, Pichot, Prérat, Sir ager, Brusle et Wilcox.

Le Recorder a annoncé qu'il avait nommé dd comte de charité pour le mois courant: Mrs. High, ley, chef; C. De Armas, 2e. chef; Garlette, 3me. dist.; F. Conge, 4me. dist.; F. Bertus, 5me. dist.

Le conseil n'étant pas en nombre suffisant pour former un quorum,

Sur motion, la séance a été ajournée à lundi prochain 6 du courant, à 5 heures de l'après-midi.

Par ordre conformé,

D. AUGUSTIN—Secrétaire.

CONSEIL DE LA 3me. MUNICIPALITE.

Séance de Mercredi 1er fevrier 1837.

Le conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre, et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présents furent:

Messieurs Maigny, Feraud, Duraigneaud, Kildshaw, Perry, Lessips et Lara.

Après lecture et approbation du journal de la dernière séance, lecture a été faite d'une pétition de plusieurs habitants de cette municipalité, demandant la construction des banquettes dans certaines parties de la municipalité.

M. Lessips présente à ce sujet, la résolution suivante, qui a été adoptée par le conseil, après s'être chargée de ses règles:

Résolu que le maire est chargé de faire construire des banquettes dans toute cette partie de la 3e. municipalité, depuis le pont Bayou Sarah jusqu'à la rue Bourbon, et depuis la rue de Chartres jusqu'à la rue Moralès, et depuis la rue d'Enghien jusqu'à la limite supérieure de Mr. L. B. Macarty.

Résolu que le député-voyer donne, à la demande des commissaires donner de suite aux propriétaires les alignements et niveaux nécessaires pour faire faire les dites banquettes, et en cas de négligence de la part des propriétaires de se conformer aux dispositions précédentes, il sera du devoir des dits commissaires de faire créer au rabais, après dix jours d'avis dans la gazette officielle de la municipalité, les dites banquettes, et après qu'elles auront été achevées et faites, d'en apprélier le compte, et il sera du devoir du trésorier de les payer, et de les remettre ensuite à l'ancien de la municipalité, qui en pourvoira à leur entretenement.

Lecture est faite d'une lettre de Mde. Vve. Jumeau, demandant en conseil d'accepter le montant des rentes hypothécaires dont payer sur certaines propriétés sises dans cette municipalité, à fait son rapport en prédisant qu'elles sont sures en pour-e-sous définitive.

Sur motion de M. Duraigneaud, cette lettre et ce rapport ont été soumis au bureau.

Lecture est faite d'une pétition de plusieurs constructeurs, priant que l'ordonnance relative au nivellement de la rue et de la levée, via à vis les moulins à scie, situées entre les rues Pédré et la Indépendance, soit rapportée.

Sur motion, cette pétition est déposée définitivement sur le bureau.

Le Recorder fait l'appel des comités—Aucun rapport n'est fait.

ORDRE DU JOUR.

Lecture est faite d'une lettre de Messrs Gobert Larochelle, priant qu'il soit accordé à Messrs. Blessard & Miller, le privilége de faire scier du bois à leur moulins site entre la rue Pédré et le pas du l'Indépendance; cette prière a été lue sur le bon que pourrait résulter pour les entrepreneurs qui auraient contracté avec ces messieurs pour la fourniture de bois de construction avant la promulgation d'une ordonnance du conseil de cette municipalité en date du 30 janvier 1836.

Cette lettre est déposée indéfiniment sur le bureau et M. Duraigneaud présente à ce sujet la résolution suivante, que le conseil a adoptée après s'être dispensé de sa règle:

Résolu que le député-voyer emploiera sans délai un nombre suffisant de journaliers de cette municipalité pour dégager les ponts et enlever les autres obstructions de la levée au chemin public, en face de ceux-ci à cette levée, située entre la rue Pédré et la rue l'Indépendance, de manière à remettre le chemin et la levée à leur niveau primitif, et il sera clos et remplir les ouvertures faites au travers du chemin et de la levée, et aussitôt que ces ouvrages seront faits il sera couvert le chemin et la levée d'une toise couche de coquillage de manière à les rendre praticables, soit pour les voitures, et engagement sera pour permanente de juridiction ordinaire pour les dites ouvrages, et pour d'autres objets.

Le même membre, de la part du même comité, a fait son rapport en présentant le bill intitulé: "Acte relatif à la réception des avocats pour prendre leurs cours de l'Etat, lequel bill a été lu pour la première fois, et, sur motion, a été renvoyé à demain pour être lu une seconde fois.

Sur motion, la chambre s'étant dispensée de ses règles, a permis à Mr. Brasseau de présenter la résolution suivante:

Résolu, Que ce corps refuse d'admettre aucun membre qui ne sera pas préalablement assermenté pour exercer la juridiction criminelle pour la première fois, et pour d'autres objets.

Cette résolution a été lue pour la première fois à l'instant même, et, sur motion, a été renvoyée à demain pour être lue une seconde fois.

Sur motion, la chambre s'est ajournée à demain 8 février 1837.

J. B. Fe. AMAND, Secr.

LEGISLATURE D'ETAT.

TREIZIEME LEGISLATURE—PREMIERE SESSION

JOURNAL DU SENAT.

Lundi 30 janvier 1837.

Le sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

MEMBRES PRESENTS:

Mess Chcs. Derbigny président, Armand, Bossier, Briscoe, Dupré, Ducros, Garcin, Hon, Johnson, Labauve, Lema, Perche, Scott et Winn.

Sur motion M. Perche, à conformément à la constitution, prêté le serment requis, pour siéger comme sénateur pour le 20e. District.

Les messages suivants ont été portés à la chambre.

Acte créant des districts d'élections additionnels, dans la paroisse de St. Landry.

MESSAGES DU GOUVERNEUR.

Le secrétaire a lu un message du gouverneur transmettant le rapport annuel de la direction de l'hospice de charité.

Sur motion, le lecture du dit rapport n'a pas eu lieu.

Les messages suivants ont été apportés de la chambre.

Résolution nommant un comité réuni pour examiner les affaires de la compagnie du chemin à Coglin avec celle de la banque d'Atchafalaya

Résolution instruisant la cour d'appel de faire les améliorations internes, à examiner s'il ne conviendrait pas d'acheter le privilége du brevet d'invention, du moyen de M. Gordon.

Acte supplémentaire à un acte pour déterminer les limites de la Pointe Coupée, et pour d'autres objets.

AVIS.

M. Penn a donné avis qu'il introduira un bill pour rappeler cette partie des articles 46 47 et 48 des réglements qui dominèrent que le sénat siége à huis clos, excepté lorsqu'il sera saisi des nominations recommandées par l'exécutif.

M. Bossier a donné avis qu'il présentera les bills suivants.

Acte pour disposer de l'excédant du revenu relatif, en faveur des paroisses de l'Etat au prorata du nombre de leurs représentans.

Acte pour amender l'acte des divers actes relatifs aux élections dans les paroisses du Claiborne et des Natchitoches.

M. Winn a donné avis qu'il présentera les bills intitulés.

Acte pour mettre en vigueur une partie de la 6e. section d'un acte intitulé: "Acte pour établir des lois pour la ville de la Nouvelle-Orléans, ses fauxbourgs incorporés et autres places, des lettres de paix, pour toute et chacune des parties incorporées, et pour créer une cour pour décider des appels près de leurs juges-reuns, et pour d'autres objets, approuvé le 19 mars 1816, a rapporté le dit avec amendement et passé à la troisième lecture.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à coulisses de la rivière Rouge.

Le sénat s'est occupé de l'acte relatif à bon accès-toir, rapporté de la chambre avec un amendement pour comprendre aussi dans le dit acte le greffier de la Chambre; le sénat a donné son concurrence au dit amendement, et le secrétaire a été invité à en informer la chambre.

ORDRE SPECIAL.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de Mandeville à la rivière aux Perles. Plusieurs amendements ont été faits à ce bill, et adoptés, et ensuite rapporté de la chambre avec un amendement qui, après la discussion, a été renvoyé à demain.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à coulisses de Clinton et Port Hudson.

La considération du dit bill a été renvoyée à demain pour être lue une seconde fois.

Acte pour incorporer les Washington Guards.

Election des directeurs de la banque de Louvenne

Un message de la chambre informe le sénat que la chambre avait prêté son concours dans l'affaire susmentionnée, pour procéder à l'élection des directeurs de la banque de Louvenne, et qu'elle avait nommé pour la part de la chambre Messrs Bonnabel, Fortier, Bonnabel, Fortier, Bonnabel, Fortier,